

TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN/E CONSULTANT/E POUR LA FORMATION
DES EQUIPES SUR L'INTERGRATION DE L'APPROCHE GENRE ET
DEVELOPPEMENT DANS LES PROGRAMMES D'EDUCO EN AFRIQUE.

Draft final

JUIN 2019

1. QUI SOMMES-NOUS ?

La Fundación Educación y Cooperación (Educo), membre de l'Alliance ChildFund est une ONG de coopération globale au développement et d'action humanitaire qui agit depuis plus de 25 ans en faveur des enfants et pour la défense de leurs droits, spécialement pour le droit à recevoir une éducation équitable et de qualité à travers le monde. Educo intervient dans 13 pays d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique du sud et du centre. En Afrique, Educo intervient à travers les délégations nationales dans la mise en œuvre de projet de développement et d'humanitaire au Burkina, au Bénin, au Sénégal et au Mali.

Au niveau de la région Afrique, Educo dispose d'une Coordination régionale (Coordination Mobilisation des Ressources, Qualité des Programmes, Communication, Ressources Humaines, Suivi, Evaluation et Apprentissage, Chargé/Appui Mobilisation des Ressources, Politiques/Standards & Redevabilité) chargée d'accompagner les délégations nationales à la fois dans la définition de leur stratégies nationales et dans la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi évaluation des Programmes selon leurs domaines d'expertise respectifs.

En 2019, les délégations nationales en Afrique sont la dernière année d'exécution de son Plan Stratégique 2016-2019 et ont entamé des processus de nouvelles planifications., Le plan stratégique 2016 – 2019 a été marqué par la décision institutionnelle d'adopter l'Approche Droits de l'Enfant (ADE) afin de donner à la structure, une plus grande cohérence entre la vie interne de l'organisation et ses programmes. Ledit Plan est bâti autour des priorités thématiques que sont l'éducation, la protection et la gouvernance, et de trois objectifs stratégiques organisationnels : intégration de l'approche basée sur le genre et sur les Droits de l'Enfant, financement, visibilité et travail en réseau.

Educo développe ainsi, dans tous ses programmes, une approche responsabilisant et favorisant le renforcement des capacités des titulaires de droits, de responsabilités et d'obligations qui, en fonction de leurs rôles, participent au changement. Pour garantir le respect des Droits de l'Enfant à tous les enfants du Mali, les programmes s'articulent donc toujours autour (i) d'actions directes sur les insuffisances et les violations des droits, (ii) le renforcement des mécanismes institutionnels, (iii) le renforcement des capacités des communautés, de la société civile et des enfants et adolescents.

De plus, Educo s'est engagé dans une dynamique évolutive marquée par des changements profonds au niveau institutionnel pour orienter les interventions vers la création de plus d'impacts, de changements dans la vie des enfants et de leurs communautés. L'adoption de l'approche de la Théorie de changement Sociale dans les processus de planification stratégique, la mise en place d'un référentiel de qualité des Programmes intégrant le critère genre et développement, etc., ont davantage renforcé la vision stratégique globale axée sur l'impact.

Educo est également membre de plusieurs alliances, réseaux et plates-formes avec de nombreuses exigences liées au genre notamment dans le domaine de la mobilisation des ressources et parce que l'égalité entre la femme et l'homme est une question de droits humains et une condition préalable à la justice sociale.

2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ACTIVITE

En Afrique de l'Ouest, de grandes inégalités entre les sexes persistent. Les femmes et les filles sont défavorisées dans de nombreux domaines et n'ont pas les mêmes opportunités que leurs homologues masculins. C'est le cas dans pratiquement tous les domaines de la vie publique, de l'accès aux services sociaux de base aux droits patrimoniaux, en passant par les inégalités sur le marché du travail et la vie politique.

Dans le domaine de l'éducation par exemple, Le Rapport de transition « Des OMD à l'Agenda 2063-ODD 2016 de la CEA » indique que l'Afrique n'a pas été capable d'éliminer les disparités entre les genres¹. Le même rapport indique que certains pays africains ont été incapables d'éliminer les disparités entre les genres, même dans le cycle primaire où ils ont majoritairement bien réussi. L'Institut de statistique de l'UNESCO et l'UNICEF ont également constaté que dans le groupe d'âge du primaire, les filles non scolarisées étaient plus nombreuses que les garçons. Dans cinq (5) pays d'Afrique orientale et australe qui ont participé à l'Étude sur les enfants et les jeunes non scolarisés, « 16,5 % des filles en Éthiopie, au Mozambique, en Namibie, au Soudan du Sud, en Tanzanie et en Zambie n'étaient pas scolarisées contre 14,6 % des garçons, tandis que dans le cycle secondaire 30,7 % des filles n'étaient pas scolarisées contre 28,1 % des garçons ». Par ailleurs, dans la plupart des pays africains, il y a proportionnellement moins de filles, comparées aux garçons, achevant le cycle secondaire qui sont représentées dans l'EFTP², les STEM³ et/ou qui accèdent à l'enseignement supérieur.

En Afrique, les VBG connaissent une prévalence importante et affectent de manière disproportionnée les filles et les femmes. Les facteurs qui favorisent leur développement sont relatifs à la persistance des normes traditionnelles liées au genre en faveur de la supériorité et du privilège de l'homme, des normes de genre qui tolèrent ou justifient la violence contre les femmes, les faibles sanctions communautaires contre les agresseurs et la pauvreté.

Aussi, depuis le milieu des années 1990, presque tous les pays et organisations régionales d'Afrique de l'Ouest ont-ils souscrit à des conventions et ont développé de politique ou de stratégie de genre, intégrant de plus en plus les questions de genre dans différents secteurs politiques :

- La Charte Africaine des Droits et du Bien-Etre de l'Enfant réaffirme le principe de l'égalité des droits et libertés sans discrimination fondée sur le sexe (réf. article 2).
- La CÉDÉAO, à travers sa politique genre (mars 2004), préconise « une société ouest africaine où règne la justice et la sécurité et dans laquelle les hommes et les femmes peuvent prendre part, décider, contrôler et bénéficier de toutes les activités de développement ».
- Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NÉPAD) représente un cadre d'expression de la volonté des Chefs d'État africains de promouvoir le développement durable dans leur pays et en Afrique. Le NÉPAD reconnaît que la réduction de la pauvreté et le développement durable nécessitent des mesures favorisant l'habilitation juridique et sociale des femmes et le renforcement de leur pouvoir économique.

¹ Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies. Rapport 2015 sur les OMD : Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs de développement durable - Leçons apprises dans la mise en œuvre des ODD ; et Rapport de transition - Des OMD à l'Agenda 2063/ODD 2016. Vers une approche intégrée et cohérente du développement durable en Afrique, sur les sites Internet : http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/mdg-report-2015_eng_summary_rev2sept15.pdf ; et <http://www.uneca.org/publications/mdgs-agenda-2063sdgs-transitionreport-2016>. Consultés respectivement en décembre 2016.

² Enseignement et Formation Techniques et Professionnels

³ Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques

- Les pays de l'Afrique de l'Ouest dans lesquels Educo intervient ont souscrit à l'ensemble des traités et conventions sans émettre de réserves dont la plus importante concerne la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CÉDEF). Le Bénin, le Burkina, le Sénégal, le Mali sont partie prenante à cette Convention depuis et ont ratifié le protocole additionnel. La CÉDEF, aux termes de l'Article 3, engage les États parties : « *À prendre dans tous les domaines, notamment politique, social, économique et culturel, toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour assurer le plein développement et le progrès des femmes, en vue de garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'Homme et des libertés fondamentales sur la base de l'égalité avec les hommes.* »

L'Agenda 2063 pour l'Afrique reconnaît que la population est la ressource la plus précieuse, et que la clé du développement national réside dans la contribution efficace de tous ses citoyens à l'effort collectif. Étant la condition fondamentale pour permettre à chaque citoyen de contribuer utilement un tel développement, l'éducation doit par conséquent être garantie à toutes les couches de la société, y compris les filles et les femmes qui représentent au moins 50 % de la population africaine

Afin de contribuer à cette dynamique internationale, régionale et sous régionale, Educo a approuvé plusieurs documents stratégiques et de Politiques qui promeuvent la lutte contre les inégalités de genre et soutenir les changements qui facilitent un développement équitable, telles que la Politique de l'équité de genre. A travers son plan stratégique et ses programmes, Educo s'est engagé à contribuer au renforcement des capacités des titulaires d'obligation et de responsabilité dans la mise en œuvre des conventions comme celle-ci-dessus citée et dans la réalisation des ODD en vue de l'atteinte de l'ODD 3 qui porte sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans tous ces pays d'intervention (le Bénin, le Burkina, le Sénégal, le Mali). Educo met l'accent sur la nécessité de travailler à l'élimination des inégalités persistantes entre les hommes et les femmes et qui ne favorisent des processus de développement participatif qui assurent la pleine participation des filles et des garçons, des hommes et des femmes à ces processus.

D'abord pour Educo, l'intérêt de l'approche genre est double. Elle constitue un outil d'analyse et un instrument de changement social. En tant qu'outil d'analyse, elle permet de prendre en compte le caractère socialement construit des catégories hommes/femmes et d'intégrer les rapports de pouvoir. En tant qu'instrument de changement social, l'approche genre reconnaît l'interaction complexe des aspects sociaux, économiques, politiques et idéologiques et ne traite pas l'intégration des femmes au développement d'une manière séparée.

Ensuite, l'égalité entre les genres signifie que les droits, les responsabilités des femmes et des hommes, des filles et des garçons ainsi que les possibilités qui leur sont offertes ne dépendront pas du fait d'être né de l'un ou de l'autre sexe. L'égalité entre les genres est également définie sur le plan de la distribution égale du pouvoir économique et doit être comprise comme une distribution d'influence, de pouvoir et d'opportunités fondée sur la parité. Cela veut dire que les femmes et les hommes, les filles et les garçons doivent avoir la même valeur dans la société. Pour s'accomplir, la démocratie requiert une participation et une représentation égales des citoyens des deux sexes dans l'économie et la prise de décision, ainsi que dans la vie sociale, culturelle et civile. L'intégration de l'approche genre est donc crucial pour garantir la participation de tous à la planification et à la mise en œuvre des programmations afin qu'ils soient source de transformation sociale et de changements profonds au sein des communautés accompagnées.

Aussi, l'approche droit et les autres approches développées par Educo notamment l'approche de gestion axée sur les résultats, pour être complètes, en termes d'efficacité, doivent intégrer la dimension genre pour mieux prendre en compte et agir sur les inégalités persistantes afin que l'impact des interventions soit équitable pour tous les enfants. La participation de tous les enfants, filles et garçons, des hommes et des femmes des communautés à la pleine réalisation des droits de l'enfant requiert qu'on donne à tous les mêmes opportunités, les mêmes chances et capacités. Or la dimension genre n'est pas encore suffisamment intégrée dans les programmes d'Educo en Afrique alors qu'elle demeure une exigence fondamentale pour la qualité des programmes par les bailleurs de fonds.

Enfin pour Educo, l'intégration du genre dans les programmes construits sur la base de l'approche basée sur les droits de l'enfant, c'est d'adapter l'approche genre aux particularités des enfants, le rendre sensible aux droits de l'enfant. En effet, presque tous les outils existants pour l'analyse et l'intégration de l'approche genre dans les projets sont conçus pour les adultes. La valeur ajoutée de ce projet pour nous est des orientations claires soient fournies aux équipes sur comment intégrer l'approche dans les projets spécifiques d'Educo, c'est-à-dire adressés, surtout, aux enfants.

Au regard des éléments ci-dessus cités, Educo se propose d'organiser des sessions de renforcement de capacités de ces équipes ainsi que celles des organisations partenaires pour une meilleure prise en compte d'intégration du genre dans les programmes. Ainsi, grâce à leurs capacités elles pourront atteindre les buts fixés et s'engageront à veiller au respect et à la promotion de l'équité de genre dans tous les processus et les procédures menées à bien.

Pour réaliser cette formation, Educo souhaite recruter un consultant. Les présents termes de référence sont conçus pour le cadrage et l'efficacité de la mission du consultant.

3. BUT ET OBJECTIFS DE LA FORMATION

Le but de ce projet est de contribuer à la prise en compte systématique de l'approche genre dans le développement, la mise en œuvre et le suivi des projets et programmes au sein des bureaux pays d'Educo y compris le Sénégal.

De manière plus spécifique, il s'agit de :

- Améliorer la capacité d'analyse en matière d'équité de genre des équipes d'Educo et des partenaires
- Accompagner les des équipes d'Educo et des partenaires à établir le lien entre la théorie genre et développement et sa pratique et comment l'intégrer dans le cycle de programmation
- Doter les équipes d'Educo et des partenaires de compétence et d'outils leur permettant d'intégrer le concept genre dans la conception des projets, et des programmes ;
- Accompagner les équipes et les partenaires à adapter les éléments du concept de genre aux spécificités contextuelles ;

4. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus à la fin de cette formation sont les suivants :

- Les équipes Educo et les partenaires maîtrisent les processus et les outils d'analyse de l'équité genre ;

- Les participants disposent de compétence et d'outils leur permettant d'intégrer l'approche genre et développement dans la rédaction des projets, des programmes et des appels à projet ;
- Les équipes et les partenaires maîtrisent les approches ou les outils d'adaptation du concept de genre aux spécificités contextuelles
- Le rapport final de la consultation est disponible.

5. PROFIL SOUHAITE DU/DE LA CONSULTANT/E

Le/la consultant(e) ou l'équipe de consultants devra avoir une riche expérience dans le domaine du genre et du développement, cette expérience devra être au niveau théorique ainsi que pratique. Il est souhaitable que le formateur ait déjà mené des projets intégrant l'approche genre et développement. Le/la consultant(e) ou l'équipe de consultants devra réunir les qualités ou compétences suivantes :

o Indispensables :

- ✓ Capacité démontrée dans l'identification et la mise en œuvre des besoins de formation des équipes et des partenaires (conception des modules et facilitation)
- ✓ Avoir un diplôme universitaire de niveau BAC + 5 dans un des domaines suivants : Sociologie, Droit, Anthropologie
- ✓ Justifier d'une solide expérience pour les formations de type participatif
- ✓ Maîtrise du concept Genre et expérience de travail sur cette thématique
- ✓ Connaissance des domaines de l'éducation et de la protection de l'enfant, un atout. Expérience avérée dans la facilitation des séminaires et atelier
- ✓ Capacités solides d'analyse, rédaction, facilitation et négociation.
- ✓ Avoir une bonne maîtrise de la langue française et anglaise à l'oral comme à l'écrit.
- ✓ Maîtrise des logiciels Bureautique (Windows, Excel, Word, Power Point).
- ✓ Etre disponible pour 12 Jours
- ✓ Etre disponible à voyager pour animer les sessions dans un des pays d'intervention d'Educo (Sénégal, Mali, Burkina, Benin)
- ✓ Expérience dans des consultations similaires.

o Souhaitables

- ✓ Connaissance des politiques publiques sur le genre et sur les Droits de l'Enfant en Afrique de l'Ouest ;
- ✓ Expérience dans le monde des ONG nationales et internationales qui interviennent dans le cadre de la protection de l'enfance et de l'éducation.
- ✓ Une connaissance l'approche Droits de l'Enfant

6. METHODOLOGIE DE TRAVAIL

Le/la consultant(e) ou l'équipe de consultants devra utiliser différentes méthodologies de travail lors de l'atelier, devant avoir en commun une démarche dynamique et le plus participative possibles pour répondre aux principes de l'approche andragogique et centrée sur les résultats.

Le/la consultant(e) sera placé(e) sous la supervision du coordinateur régional de la qualité des programmes en Afrique chargé notamment de :

- Valider techniquement la méthodologie, les outils de travail et les rapports provisoires.
- Analyser les versions préliminaires des documents produits et participer activement à leur amélioration.
- Assurer le lien avec les délégations d'accueil des ateliers et le siège d'Educo.

En outre, le/la consultant(e) ou l'équipe de consultants sera appuyée par les autres coordinateurs régionaux.

7. PRINCIPALES TACHES DES CONSULTANTS

Le/la consultant(e) ou l'équipe de consultants (niveau P4) est responsable des produits de la consultation. Ses tâches principales seront les suivantes :

- L'élaboration du plan de travail global avec définition des méthodologies, des outils et du chronogramme de la consultation ;
- La conception et l'élaboration des modules et de tous les documents cadre et outils devant faciliter la compréhension et l'intégration de l'approche genre et développement dans les programmes ;
- Animer les sessions de formation dans les trois pays (-Mali, Burkina Faso et Bénin
- Proposer un plan et des outils de suivi post formation sur l'intégration de l'approche genre et développement dans les programmes à la coordination régionale ;

8. DUREE

La consultation qui durera 8 jours sans compté les jours de voyages (aller-retour et les jours de préparation) sera réalisée en deux temps et dans deux pays différents :

- Session du Mali, Juillet 2019
- Session du Bénin, Septembre 2019
- Session du Burkina Faso, Septembre 2019

Cette prévision de date est négociable en fonction de l'agenda du consultant et des bureaux pays

9. MODALITES DE SOUMISSION

9.1. Une offre technique :

Le/la consultant(e) ou l'équipe de consultants devrait soumettre une offre technique et son curriculum vitae (CV) détaillé répondant à la structure suivante :

- o La présentation de l'expertise et de l'expérience du/ de la consultant(e)
- o Une description de la compréhension des Termes de Référence et de la mission ;
- o Une description de la méthodologie détaillée permettant d'atteindre les objectifs selon les orientations données

- Une proposition d'agenda mentionnant les différentes phases pour l'atteinte des objectifs respectant les délais présentés dans les TdR.

9.2. Une offre financière :

Le/la consultant(e) ou l'équipe de consultants devra aussi accompagner sa proposition technique d'une offre financière. L'offre financière doit couvrir ses honoraires mensuels pour atteindre les objectifs. La prise en charge d'éventuelles personnes d'appui (consultant associé si cela est prévu dans la proposition technique) ainsi que tous les autres frais liés au voyage dans les pays à la production de supports ou matériels d'animation

NB : Educo prend en charge les frais liés à l'organisation des ateliers (restauration, déplacement des participants, location de salle, fourniture des participants c'est-à-dire bics, bloc note, chemise rabat).

9.3. Date limite d'envoi des propositions techniques et financières :

Les propositions techniques et financières doivent être adressées par courrier électronique au plus tard **le dimanche 30 juin 2019 à 18 heures (date et heure impératives)** par Email à : kodjovi.edeh@educo.org avec en copie: educo.benin@educo.org et dramane.keita@educo.org

Les mails d'envoi des offres techniques et financière doivent porter la mention en objet « Consultation pour la formation Educo sur le genre »